



AFRIQUE/ANGOLA - Rappel de la part de la Conférence épiscopale d'Angola et de Sao Tomé : « l'avortement constitue une menace pour l'existence même de la nation »

Luanda (Agence Fides) – L'avortement n'est pas seulement contraire à la loi divine mais est également contraire à l'identité culturelle angolaise et constitue par ailleurs une menace pour l'existence même de la nation ». C'est ce qu'affirment les Evêques angolais dans le Message pastoral publié au terme de l'Assemblée plénière de la Conférence épiscopale d'Angola et de Sao Tomé (CEAST).

Rappelant que la vie est sacrée « dès sa conception » parce que « nous sommes face à une vie indépendante disposant d'un ADN unique », le message souligne que « aucun être humain ne peut s'arroger le droit de la supprimer quel qu'en soit le prétexte. Ainsi, les parents, les amis, les éducateurs et les opérateurs sanitaires ne devraient pas conseiller ou faciliter l'avortement. Ils devraient plutôt encourager l'acceptation d'une nouvelle vie, quelques soient les circonstances dans lesquelles celle-ci a été conçue ».

Les Evêques affirment en outre que, du point de vue de la culture angolaise, l'avortement « constitue un mépris des valeurs fondamentales de la société. Pour tout angolais, quelque soit sa religion, qu'il connaisse ou non l'Evangile, la vie est toujours sacrée et constitue le premier bien de ce monde. C'est pourquoi toute menace contre la vie déstabilise radicalement notre société ».

« Pour cette raison – continuent les Evêques – nous estimons que la possible dépénalisation de l'avortement constituerait un véritable attentat contre la sécurité nationale et contre notre survie en tant que peuple. En réalité, comme le disent les experts en matière de politique démographique, « la procréation détermine l'avenir des nations ».

« Nous rappelons à tous que l'Angola est un pays chrétien depuis des siècles. C'est pourquoi on prévoit que le Parlement, élu à une large majorité par des chrétiens et composé principalement de croyants, fera son devoir et respectera la volonté des électeurs » conclut le message.

Dans le communiqué final de la CEAST, les Evêques expriment leur solidarité à l'Evêque de Viana et à tous les chrétiens d'Angola suite à la profanation du Sanctuaire de Muxima (voir Fides 28/10/2013). Ils rappellent en outre le drame des populations du sud qui se trouvent dans une situation d'urgence alimentaire, alors qu'est annoncée une étude multidisciplinaire impliquant des anthropologues, des psychologues, des sociologues et des théologiens – afin de déterminer la base culturelle du phénomène des enfants accusés de sorcellerie, répandu surtout dans le nord du pays. (L.M.) (Agence Fides 07/11/2013)